

4

**Sous-commission paritaire du commerce du métal**

**ACCORD NATIONAL**

**Convention collective de travail du 14 mai 2003**

**Chapitre I. - CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1. - Champ d'application**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et aux ouvrières des entreprises relevant de la compétence de la Sous-commission paritaire du commerce du métal.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par « ouvriers », les ouvriers et les ouvrières.

**Chapitre II. - CADRE**

**Article 2. - Objet**

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord interprofessionnel 2003-2004 du 17 janvier 2003.

Cette convention collective de travail est déposée au Greffe du Service des relations collectives de travail du Service public fédéral emploi, travail et concertation sociale, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 7 novembre 1969 fixant les modalités de dépôt des conventions collectives de travail.

*D S* ~~Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail ainsi que l'annexe soient rendues obligatoires par arrêté royal.~~

**Chapitre III. - GARANTIE DE REVENU**

**Article 3. - Pouvoir d'achat**

Section 1 - l'indexation

Conformément à l'article 7 de la convention collective de travail du 4 juillet 2001 sur la détermination des salaires, les salaires horaires minimum et les salaires horaires effectivement payés seront adaptés à l'index réel le 1<sup>er</sup> mai 2003.

Le 1<sup>er</sup> février 2004, tous les salaires horaires minimum et les salaires horaires effectifs seront adaptés à l'index réel sur base de la formule « index social » (= moyenne sur 4 mois) janvier 2004/avril 2003.

NEERLEGGING-DÉPÔT | HEGISTR.-ËNREGISTR.  
Accord national - secteur Commerce du métal

22 -05- 2003 | 25 -09- 2003

NR.  
N°

67 6601 ca 149.04

6  
1

A partir de 2005, tous les salaires horaires minimum et les salaires horaires effectifs seront chaque année adaptés à l'index réel le 1<sup>er</sup> février sur base de la formule « index social » (= moyenne sur 4 mois) janvier de l'année calendrier comparé à janvier de l'année calendrier précédente.

La convention collective de travail du 4 juillet 2001 sur la détermination du salaire sera adaptée dans ce sens et sera valable pour une durée indéterminée.

Ce changement dans le mécanisme d'indexation doit permettre de négocier à nouveau à partir de 2005 sur base de l'index, complété par des augmentations salariales.

## Section 2 - Augmentation des salaires horaires minimum et des salaires horaires effectifs

- Au 1<sup>er</sup> décembre 2003, tous les salaires seront majorés de 0,75%
- Au 1<sup>er</sup> mai 2004, tous les salaires seront augmentés du solde de 5,3% moins la somme de l'index réel au 1<sup>er</sup> mai 2003, l'index réel au 1<sup>er</sup> février 2004 et l'augmentation salariale de 0,75% au 1<sup>er</sup> décembre 2003. Si ce solde est négatif, il ne sera pas procédé à une augmentation salariale.

La convention collective de travail du 4 juillet 2001 sur les salaires horaires sera adaptée dans ce sens et sera valable pour une durée indéterminée à l'exception des dispositions concernant la formule du solde qui sont valables pour la période 2003-2004.

En raison de la situation économique difficile, cette formule de solde doit être considérée comme exceptionnelle et unique.

## Article 4. - Le Fonds social

- § 1. A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003 toutes les indemnités complémentaires seront arrondies comme suit (pour une durée indéterminée) :
- Indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire:
    - € 7,50 par allocation de chômage
    - € 3,75 par demi-allocation de chômage
  - Indemnités complémentaires pour chômage complet, chômeurs âgés et malades âgés:
    - € 5,00 par allocation de chômage et de maladie
    - € 2,50 par demi-allocation de chômage
  - Indemnités complémentaires en cas de maladie:
    - € 74,50 après 60 et 120 jours
    - € 97,00 pour une période de maladie plus longue
  - Indemnité complémentaire en cas de fermeture:  
€ 248 + € 12,50/an avec un maximum de € 818,00
  - Indemnité complémentaire lors d'une interruption de carrière à mi-temps:  
€ 62,00

- 4
- § 2. Le 1<sup>er</sup> juillet 2003 (pour une durée indéterminée) l'âge minimum pour les chômeurs âgés est porté de 60 ans pour les hommes à 55 ans pour les hommes comme pour les femmes.  
Pour avoir droit à une indemnité complémentaire chômeur âgé, il faut compter 20 ans de carrière professionnelle dont 5 ans dans le secteur.
- § 3. Le 1<sup>er</sup> juillet 2003 (pour une durée indéterminée) la condition d'ancienneté pour les malades âgés est ramenée de 10 ans à 5 ans dans le secteur.
- § 4. Le 1<sup>er</sup> juillet 2003 (pour une durée indéterminée) le Fonds prend en charge le paiement de l'indemnité complémentaire de prépension à condition que l'ouvrier puisse prouver une ancienneté de 5 ans dans le secteur.

Lorsqu'un ouvrier a acquis une ancienneté dans une seule et même entreprise qui à un moment donné ne ressortissait pas à la Sous-commission paritaire du commerce du métal ou qui est scindée en différentes entités techniques relevant de différentes commissions paritaires, cette ancienneté sera considérée comme constituant un ensemble.

21 La convention collective de travail du <sup>3, Mars 2001</sup> 4 juillet 2001 sur les statuts du Fonds social sera adaptée dans ce sens pour une durée indéterminée.

#### **Chapitre IV. - SECURITE D'EMPLOI**

##### **Article 5. - Cellule sectorielle pour l'emploi**

Les objectifs de la cellule sectorielle pour l'emploi, repris à l'article 3 de la convention collective de travail du 3 mai 2001 sur la formation restent pleinement valables.

Cette cellule sectorielle pour l'emploi, installée au sein d'Educam en exécution de l'accord national 2001 - 2002 sera évaluée dans ce sens.

##### **Article 6. - Contrats à durée déterminée, travail intérimaire et sous-traitance**

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, la convention collective de travail du 4 juillet 2001 sur l'obligation d'information des contrats à durée déterminée, le travail intérimaire et la sous-traitance est prorogée pour une durée indéterminée.

## Article 7. - Délais de préavis

- § 1. En application de l'article 61 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, les parties s'entendent pour demander un arrêté royal visant à modifier les délais de préavis, fixés par l'arrêté royal du 21 juin 2001 fixant les délais de préavis pour les entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire du commerce du métal pour les ouvriers avec un contrat de travail à durée indéterminée et relevant du champ d'application de la présente convention collective de travail comme suit:

	Préavis signifié par l'employeur	Préavis signifié par le travailleur
Moins de 5 ans d'ancienneté	5 semaines	2 semaines
de 5 à moins de 10 ans d'ancienneté	6 semaines	2 semaines
de 10 à moins de 15 ans d'ancienneté	10 semaines	3 semaines
de 15 à moins de 20 ans d'ancienneté	15 semaines	3 semaines
de 20 à moins de 25 ans d'ancienneté	20 semaines	4 semaines
à partir de 25 ans d'ancienneté	22 semaines	4 semaines

Les délais de préavis applicables dans le cadre d'un licenciement en vue de la prépension sont ceux prévus à l'article 59 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux Contrats de travail.

- § 2. Ces nouvelles dispositions entreront en vigueur à la date de parution de l'arrêté royal en la matière au Moniteur belge.
- § 3. Les parties conviennent qu'à partir du 14 mai 2003 et jusqu'à la date de publication du nouvel arrêté royal mentionné au § 2, les délais de préavis pour les ouvriers ayant un contrat à durée indéterminée et relevant du champ d'application de la présente convention collective de travail seront fixés comme suit:

	Préavis signifié par l'employeur	Préavis signifié par le travailleur
Moins de 5 ans d'ancienneté	5 semaines	2 semaines
de 5 à moins de 10 ans d'ancienneté	6 semaines	2 semaines
de 10 à moins de 15 ans d'ancienneté	10 semaines	3 semaines
de 15 à moins de 20 ans d'ancienneté	15 semaines	3 semaines
de 20 à moins de 25 ans d'ancienneté	20 semaines	4 semaines
à partir de 25 ans d'ancienneté	22 semaines	4 semaines

Les délais de préavis applicables dans le cadre d'un licenciement en vue de la prépension sont ceux prévus à l'article 59 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux Contrats de travail.

## Chapitre V. - FORMATION

Tenant compte des principes énoncés ci-après, les parties signataires se déclarent d'accord pour conclure au niveau de la Sous-commission paritaire du commerce du métal une convention relative à la formation, entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003 et valable pour une durée indéterminée.

### Article 9. - Groupes à risques

- Confirmation de la cotisation de 0,15% pour une durée indéterminée
- Poursuite des efforts en vue d'optimiser les régimes d'apprentissage en alternance
- Prorogation des dispositions concernant l'afflux des groupes à risques.

### Article 10. - Droit à la formation permanente

- Confirmation de la cotisation de 0,25% pour une durée indéterminée
- Augmentation de la cotisation de 0,20% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 pour une durée indéterminée
- Augmentation de la cotisation de 0,10% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 pour une durée indéterminée
- Affiner le système existant du droit à la formation permanente

- E7
- Amélioration qualitative et quantitative des plans de formation des entreprises
  - Affiner les systèmes existants de reconnaissance et d'enregistrement des formations
  - Adaptation de la convention collective de travail du 3 mai 2001 relative à la formation sur un certain nombre d'aspects techniques, entre autres le moment où le crédit de formation est renseigné aux entreprises, la base de calcul pour le crédit de formation, la date d'introduction des plans de formation des entreprises.

## **Chapitre VI. - TEMPS DE TRAVAIL ET FLEXIBILITE**

### **Article ~~10~~<sup>10</sup> - Modalisation**

En cas de restructuration ou de possibilité d'assouplissement de l'organisation du travail, les entreprises pourront promouvoir l'emploi par le biais d'une convention collective de travail en appliquant entre autres une réduction collective du temps de travail.

Pour ce faire, elles pourront bénéficier des primes d'encouragement légales et décrétales existantes ainsi que de la conversion des augmentations salariales.

### **Article 11. - Flexibilité**

La convention collective de travail du 4 juillet 2001 relative à la flexibilité est prorogée du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2005 et sera adaptée dans ce sens.

## **Chapitre VII. - PLANIFICATION DE LA CARRIERE**

### **Article 12. - Fin de carrière**

§ 1. Prolongation de la prépension dans le secteur sous les mêmes conditions et dans le respect des possibilités légales du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2005.

C'est dans ce sens que les conventions collectives de travail relatives à la prépension seront prorogées, à savoir la convention collective de travail du 10 juin 1999 relative à la prépension à 58 ans et la convention collective de travail du 10 juin 1999 relative à la prépension après licenciement.

§ 2. En application de l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003, le régime de prépension existant qui fixe l'âge de la prépension à 56 ans moyennant 33 ans de passé professionnel et en fonction de 20 ans de travail en équipes avec prestations de nuit, sera prorogé pour la durée de l'accord 2003-2004, comme visé dans la CCT du Conseil national du travail.

5

La convention collective de travail du 10 octobre 2001 relative à la prépension travail en équipes est prorogée du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2004 et sera adaptée dans ce sens.

- § 3. En application de l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003, le droit à la prépension à mi-temps à partir de 55 ans, inscrit dans l'accord national 2001-2002 du 3 mai 2001, est prorogé.

La convention collective de travail du 10 octobre 2001 relative à la prépension à mi-temps est prorogée du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2004 et sera adaptée dans ce sens.

- § 4. Pour la durée de l'accord 2003-2004, les recommandations relatives à la procédure de prépension prévue à l'article 17, §3 de l'accord national 2001-2002 sont prorogées:

En matière de prépension, les parties recommandent, dans le cadre des mesures de redistribution du travail au niveau des entreprises, la procédure suivante: au plus tard deux mois avant que l'ouvrier concerné n'atteigne l'âge de la prépension, l'employeur invitera celui-ci à une entrevue pendant les heures de travail au siège de l'entreprise. Lors de cette entrevue, l'ouvrier pourra se faire assister par son délégué syndical. A cette occasion, des arrangements fermes seront pris tant en ce qui concerne le timing de la prépension, que la formation du remplaçant du prépensionné.

## **CHAPITRE VIII. - PARTICIPATION ET CONCERTATION**

### **Article 13. - Représentation des travailleurs**

Les dispositions en matière de représentation des travailleurs, fixées à l'article 22 de l'accord national 2001-2002 sont prorogées pour la durée de l'accord national 2003-2004.

Concrètement, cela signifie que, dans les entreprises où il ne faut plus procéder au renouvellement du CE, du CPPT et/ou de la délégation syndicale suite à une diminution du nombre de travailleurs, les délégués des travailleurs qui ne sont plus protégés ne peuvent être licenciés que si la Sous-commission paritaire, convoquée sur initiative du Président, s'est réunie et prononcée sur le licenciement dans les 30 jours suivant la notification au Président. Cette procédure n'est pas valable en cas de licenciement pour faute grave. Le non-respect de la procédure est assimilé à un licenciement arbitraire.

## CHAPITRE IX. - PROJETS SECTORIELS 2003-2004

### Article 14. - Classification des fonctions

- § 1. En application de l'accord national 2001-2002, une commission de classification à composition paritaire a été mise en place avec pour mission prioritaire: actualiser la classification des fonctions existante, établir une procédure en cas de litige et composer une liste d'exemples.
- § 2. Cette commission doit terminer ses travaux pour le 31 décembre 2003. Après cette date, les dispositions convenues seront transposées en convention collective de travail relative à la classification des fonctions pour le 30 juin 2004.

### Article 15 –Conseil services d'assistance

Les parties signataires s'engagent à instaurer un conseil paritaire « services d'assistance », chargée de mettre au point une solution concrète concernant la réduction de carrière, le temps de déplacement et le régime standby pour le groupe des techniciens d'assistance travaillant à l'extérieur.

Ce conseil paritaire terminera ses travaux au plus tard :

- le 31 décembre 2003 pour la réduction de carrière
- le 30 avril 2004 pour le temps de déplacement
- le 31 octobre 2004 pour les régimes standby.

Le résultat de ces travaux sera transposé en une convention de travail collective spécifique.

Si une des parties constate que les travaux traînent trop, la Sous-commission paritaire peut être convoquée d'urgence à la simple demande de cette partie. Le Président de la Sous-commission paritaire doit agir en tant que médiateur afin que les travaux puissent être poursuivis et qu'une solution puisse être dégagée dans les délais prévus.

Le conseil examinera les problèmes similaires qui touchent les chauffeurs de poids-lourds.

### Article 16. - Sécurité d'emploi

Il convient d'ajouter à l'article 5 de la convention collective de travail du 4 juillet 2001 relative à la sécurité d'emploi que la procédure doit également être respectée en cas de circonstances économiques et/ou financières imprévisibles et imprévues.

La convention collective de travail du 4 juillet 2001 relative à la sécurité d'emploi sera adaptée dans ce sens pour une durée indéterminée.



**Article 17. - Prime de fin d'année**

La convention collective de travail du 8 juillet 1999 relative à la prime de fin d'année doit être adaptée en vue d'une application plus uniforme des notions « période de référence » et « année de référence ».

En outre, l'interprétation donnée par la Sous-commission paritaire lors de sa réunion du 3 février 2003 doit également être intégrée dans la convention collective de travail.

La convention collective de travail du 8 juillet 1999 relative à la prime de fin d'année sera adaptée dans ce sens pour une durée indéterminée.

**Article 18. - Frais de transport**

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003, l'article 9 de la convention collective de travail du 8 juillet 1999 relative aux frais de transport est modifié comme suit: "Lorsque l'ouvrier se déplace par n'importe quel autre moyen de transport que ceux prévus aux chapitres II à V, l'ouvrier a droit à une indemnité journalière. Cette indemnité journalière est obtenue en divisant par cinq la part de cotisation patronale dans le titre de transport hebdomadaire".

La convention collective de travail du 8 juillet 1999 relative aux frais de transport sera adaptée dans ce sens pour une durée indéterminée.

**Article 19. - Statut des délégations syndicales**

A l'article 13 de la convention collective de travail du 4 juillet 2001 relative au statut des délégations syndicales, il faut préciser de façon explicite que les délégués syndicaux effectifs tout comme les délégués syndicaux suppléants sont protégés contre le licenciement.

**Article 20. - Sous-commission paritaire mixte**

Pour le 30 septembre 2003 un groupe de travail doit être mis en place afin d'examiner les possibilités de la mise en place d'une Sous-commission paritaire mixte.

**CHAPITRE X. - PAIX SOCIALE ET DUREE DE L'ACCORD**

**Article 21. - Paix sociale**

La présente convention collective de travail assure la paix sociale dans le secteur pendant toute la durée de l'accord. En conséquence, aucune revendication à caractère général ou collectif ne sera formulée, que ce soit au niveau national, régional ou des entreprises individuelles. Tout différend y relatif sera soumis au préalable aux procédures de conciliation paritaires prévues.

4

## **Article 22. - Durée**

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée, du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2004, sauf précision contraire.

Les articles applicables pour une durée indéterminée peuvent être résiliés moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire du commerce du métal et aux organisations signataires.

Les articles applicables au Fonds social pour une durée indéterminée peuvent être résiliés moyennant un délai de préavis de six mois, notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire du commerce du métal et aux organisations signataires.

4

**Annexe à l'accord sectoriel 2003-2004  
Sous-commission paritaire du commerce du métal  
du 14 mai 2003**

**PRIMES DE LA REGION FLAMANDE**

Les parties signataires déclarent que les ouvriers ressortissant à la Sous-commission paritaire 149.04 et qui remplissent les conditions de domicile et d'emploi prescrites par la Région flamande, peuvent faire appel aux primes d'encouragement en vigueur dans la Région flamande, à savoir:

- crédit-soins
- crédit-formation
- entreprises en difficulté ou en restructuration

Bruxelles, le 14 mai 2003

4

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE METAALHANDEL**

**NATIONAAL AKKOORD**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 14 mei 2003**

**Hoofdstuk I. - TOEPASSINGSGEBIED**

**Artikel 1. - Toepassingsgebied**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel.

Voor de toepassing van dit akkoord wordt onder arbeiders verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden.

**Hoofdstuk II. - KADER**

**Artikel 2. - Voorwerp**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2003-2004 van 17 januari 2003.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt neergelegd op de Griffie van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 november 1969 tot vaststelling van de modaliteiten van neerlegging van de collectieve arbeidsovereenkomsten.

~~De ondertekenende partijen vragen de algemeen bindend verklaring bij koninklijk besluit van deze collectieve arbeidsovereenkomst, inclusief de bijlage.~~

**Hoofdstuk III. - INKOMENSZEKERHEID**

**Artikel 3. - Koopkracht**

Afdeling 1 - Indexering

Conform artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 juli 2001 inzake Loonvorming zullen op 1 mei 2003 de minimumuurlonen en de effectieve uurlonen aangepast worden aan de reële index.

Op 1 februari 2004 zullen alle minimumuurlonen en de effectieve uurlonen aangepast worden aan de reële index, op basis van de formule 'sociale index' (= 4-maandelijks gemiddelde) januari 2004/april 2003.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
Nationaal akkoord - sector Metaalhandel		

22-05-2003

25-09-2003

67 660 100 / 149.04

Vanaf 2005 zullen alle minimumuurlonen en de effectieve uurlonen jaarlijks op 1 februari aangepast worden aan de reële index volgens de formule 'sociale index' (= 4-maandelijks gemiddelde) januari van het kalenderjaar tegenover januari van het voorafgaande kalenderjaar.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Loonvorming van 4 juli 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

Deze wijziging in het indexmechanisme moet het mogelijk maken om vanaf 2005 opnieuw onderhandelingen te voeren op basis van de index aangevuld met loonsverhogingen.

#### Afdeling 2 - Verhoging van de minimumuurlonen en de effectieve uurlonen

- Op 1 december 2003 worden alle lonen verhoogd met 0,75%
- Op 1 mei 2004 worden alle lonen verhoogd met het saldo tussen 5,3% verminderd met de som van de reële index op 1 mei 2003, de reële index op 1 februari 2004 en de loonsverhoging van 0,75% op 1 december 2003.  
Indien dit saldo negatief is, wordt er geen loonsverhoging toegepast.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Uurlonen van 4 juli 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur, met uitzondering van de bepalingen inzake de saldoformule die van toepassing zijn voor de periode 2003-2004.

Deze saldoformule dient - omwille van de moeilijke economische situatie - als uitzonderlijk en éénmalig te worden beschouwd.

#### Artikel 4. - Sociaal fonds

§ 1. Vanaf 1 juli 2003 (voor onbepaalde duur) worden alle aanvullende vergoedingen als volgt afgerond:

- Aanvullende vergoeding bij tijdelijke werkloosheid:
  - € 7,50 per werkloosheidsuitkering
  - € 3,75 per naïve werkloosheidsuitkering
- Aanvullende vergoedingen bij volledige werkloosheid, voor oudere werklazen en oudere zieken:
  - € 5,00 per werkloosheids- en ziekteuitkering
  - € 2,50 per halve werkloosheidsuitkering
- Aanvullende vergoedingen bij ziekte:
  - € 74,50 na 60 en 120 dagen
  - € 97,00 bij een langere ziekteperiode
- Aanvullende vergoeding bij sluiting: € 248 + € 12,50/jaar met een maximum van € 818,00
- Aanvullende vergoeding bij halftijdse loopbaanonderbreking: € 62,00

- § 2. Vanaf 1 juli 2003 (voor onbepaalde duur) wordt de minimumleeftijd voor oudere werklozen van 60 jaar voor mannen op 55 jaar voor mannen en vrouwen gebracht.  
Om recht te hebben op een aanvullende vergoeding voor oudere werklozen wordt hieraan een anciënniteitsvoorwaarde gekoppeld van 20 jaar beroepsverleden waarvan 5 jaar in de sector.
- § 3. Vanaf 1 juli 2003 (voor onbepaalde duur) wordt de anciënniteitsvoorwaarde voor oudere zieken van 10jaar in de sector op 5 jaar in de sector gebracht.
- § 4. Vanaf 1 juli 2003 (voor onbepaalde duur) neemt het Fonds de betaling van de aanvullende vergoeding brugpensioen ten laste op voorwaarde dat de arbeider een anciënniteitvoorwaarde van 5 jaar in de sector kan voorleggen.

Indien een arbeider een anciënniteit heeft opgebouwd in eenzelfde onderneming, die een bepaalde période niet tot het Paritair Subcomité voor de metaalhandel behoorde of die opgedeeld is in verschillende technische entiteiten, behorende tot verschillende paritaire comités, dan wordt deze anciënniteit als één geheel beschouwd.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Statuten Sociaal fonds van 30 november 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

**Hoofdstuk IV. - WERKZEKERHEID**

**Artikel 5. - Sectorale tewerkstellingscel**

De doelstellingen van de sectorale tewerkstellingscel, opgenomen in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vorming en opleiding van 3 mei 2001, blijven onverminderd van toepassing.

Deze sectorale tewerkstellingscel die in uitvoering van het nationaal akkoord 2001 - 2002 in de schoot van Educam werd ingevoerd, zal in die zin worden geëvalueerd.

**Artikel 6. - Contracten bepaalde duur, uitzendarbeid en onderaanneming**

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Meldingsplicht contracten bepaalde duur, uitzendarbeid en onderaanneming van 4 juli 2001 wordt voor onbepaalde duur verlengd met ingang vanaf 1 januari 2003.

## Artikel 7. - Opzeggingstermijnen

- § 1. In toepassing van artikel 61 van de Wet van 3 juli 1978 op de Arbeids-overeenkomsten komen partijen overeen een koninklijk besluit aan te vragen dat ertoe strekt de opzegtermijnen, zoals deze bepaald worden in het koninklijk besluit van 21 juni 2001 tot vaststelling van de opzegtermijnen voor de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel ressorteren, voor de arbeiders met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur en die ressorteren onder het toepassingsgebied van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst als volgt te wijzigen:

	Vooropzeg betekend door werkgever	Vooropzeg betekend door werknemer
Minder dan 5 jaar anciënniteit	5 weken	2 weken
Van 5 tot minder dan 10 jaar anciënniteit	6 weken	2 weken
Van 10 tot minder dan 15 jaar anciënniteit	10 weken	3 weken
Van 15 tot minder dan 20 jaar anciënniteit	15 weken	3 weken
Van 20 tot minder dan 25 jaar anciënniteit	20 weken	4 weken
Van 25 jaar en meer anciënniteit	22 weken	4 weken

In geval van opzeg met het oog op brugpensioenen gelden de opzegtermijnen zoals bepaald in artikel 59 van de Wet van 3 juli 1978 op de Arbeidsovereenkomsten.

- § 2. Deze nieuwe bepalingen zullen in werking treden op de datum van het verschijnen van een koninklijk besluit ter zake in het Belgisch Staatsblad.
- § 3. Partijen komen overeen dat de opzegtermijnen voor de arbeiders met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur en die ressorteren onder het toepassingsgebied van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vanaf 14 mei 2003 tot de datum van het verschijnen van het nieuw koninklijk besluit waarvan sprake in § 2 als volgt worden vastgesteld:

	Vooropzeg betekend door werkgever	Vooropzeg betekend door werknemer
Minder dan 5 jaar anciënniteit	5 weken	2 weken
Van 5 tot minder dan 10 jaar anciënniteit	6 weken	2 weken
Van 10 tot minder dan 15 jaar anciënniteit	10 weken	3 weken
Van 15 tot minder dan 20 jaar anciënniteit	15 weken	3 weken
Van 20 tot minder dan 25 jaar anciënniteit	20 weken	4 weken
Van 25 jaar en meer anciënniteit	22 weken	4 weken

In geval van opzeg met het oog op brugpensioen gelden de opzegtermijnen zoals bepaald in artikel 59 van de Wet van 3 juli 1978 op de Arbeidsovereenkomsten.

**Hoofdstuk V. - VORMING EN OPLEIDING**

De ondertekenende partijen verklaren zich akkoord om, rekening houdend met de onderhavige principes, in het Paritair Subcomité voor de metaaihandel een collectieve arbeidsovereenkomst betreffende Vorming en Opleiding af te sluiten, en dit vanaf 1 juli 2003 voor onbepaalde duur.

**Artikel 8. - Risicogroepen**

- Bevestiging van de bijdrage van 0,15% voor onbepaalde duur
- Voortzetten van de inspanningen inzake het optimaliseren van de stelsels alternerend leren - werken
- Verlenging van de bepalingen met betrekking tot instroom van risicogroepen

**Artikel 9. - Recht op permanente vorming**

- Bevestiging van de bijdrage van 0,25% voor onbepaalde duur
- Verhoging van de bijdrage met 0,20% vanaf 1 januari 2004 voor onbepaalde duur
- Verhoging van de bijdrage met 0,10% vanaf 1 januari 2005 voor onbepaalde duur



- Verfijnen van het bestaande systeem van een recht op permanente vorming
- Verbeteren van de kwantiteit en kwaliteit van de opleidingsplannen in de onderneming
- Verfijnen van de bestaande systemen van erkenning en registratie van opleidingen
- Aanpassen van de CAO Vorming en opleiding van 3 mei 2001 rond een aantal technische aspecten, onder meer tijdstip melding vormingskrediet, berekeningsbasis vormingskrediet, datum indiening bedrijfsopleidingsplannen

## **Hoofdstuk VI. - ARBEIDSTIJD EN FLEXIBILITEIT**

### **Artikel 10. - Modalisering**

De ondernemingen kunnen in het geval van herstructurering of indien de arbeidsorganisatie kan versoepeld worden, via een collectieve arbeidsovereenkomst de tewerkstelling bevorderen door onder meer collectieve arbeidsduurvermindering toe te passen.

Ze kunnen hiervoor gebruik maken van de bestaande wettelijke en decretale aanmoedigingspremies en de omzetting van de loonsverhogingen.

### **Artikel 11. - Flexibiliteit**

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake de Flexibiliteit van 4 juli 2001 wordt verlengd van 1 juli 2003 tot 30 juni 2005 en zal in die zin worden aangepast.

## **Hoofdstuk VII. - LOOPBAANPLANNING**

### **Artikel 12. - Eindeloopbaan**

§ 1. Het brugpensioen in de sector wordt onder dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd vanaf 1 juli 2003 tot en met 30 juni 2005.

In die zin zullen de bestaande collectieve arbeidsovereenkomsten inzake brugpensioen worden verlengd, met name de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Brugpensioen vanaf 58 jaar van 10 juni 1999 en de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Brugpensioen na ontslag van 10 juni 1999.

§ 2. In toepassing van het interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003 zal voor de duur van het akkoord 2003-2004 de bestaande brugpensioenregeling, die de brugpensioenleeftijd vastlegt op 56 jaar mits 33 jaar beroepsloopbaan en in functie van 20 jaar ploegenarbeid met nachtpresta-

ties, zoals bedoeld in CAO 49 van de Nationale Arbeidsraad, worden verlengd.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Brugpensioen ploegenarbeid van 10 oktober 2001 wordt verlengd vanaf 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004 en zal in die zin worden aangepast.

- § 3. In toepassing van het interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003 wordt het recht op halftijds brugpensioen vanaf 55 jaar, opgenomen in het nationaal akkoord 2001-2002 van 3 mei 2001, verlengd.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Halftijds brugpensioen van 10 oktober 2001 wordt verlengd vanaf 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004 en zal in die zin worden aangepast.

- § 4. Voor de duur van het akkoord 2003-2004 worden de aanbevelingen brugpensioen - procédure voorzien in artikel 17§3 van het nationaal akkoord 2001-2002 verlengd:

Op vlak van brugpensioen bevelen de partijen in het kader van de arbeidsherverdelende maatregelen op ondernemingsvlak volgende procedure aan: ten laatste 2 maand voor het bereiken van de brugpensioenleeftijd nodigt de werkgever de betrokken arbeider uit toteen onderhoud tijdens de werkuren op de zetel van de onderneming. Bij dit onderhoud kan de arbeider zich laten bijstaan door zijn vakbondsafgevaardigde. Bij dit onderhoud zullen zowel naar timing van het brugpensioen als naar opleiding van de vervanger van de bruggepensioneerde sluitende afspraken gemaakt worden.

## **HOOFDSTUK VIII. - INSPRAAK EN OVERLEG**

### **Artikel 13. - Werknemersvertegenwoordiging**

Voor de duur van het akkoord 2003-2004 worden de bepalingen inzake de Werknemersvertegenwoordiging voorzien in artikel 22 van het nationaal akkoord 2001-2002 verlengd:

Concreet betekent dit: in de ondernemingen, waar de ondernemingsraad, het comité voor preventie en bescherming op het werk en/of de vakbondsafvaardiging niet langer meer moet worden hernieuwd ingevolge een daling van het aantal werknemers, kunnen de werknemersafgevaardigden die niet langer beschermd zijn, pas worden ontslagen, nadat het Paritair Subcomité samengeroepen op initiatief van de Voorzitter, bijeengekomen is en zich, binnen de 30 dagen na de kennisgeving aan de Voorzitter, heeft uitgesproken over het ontslag. Deze procédure is niet geldig in geval van ontslag wegens zwaarwichtige redenen. Niet naleving van de procédure wordt gelijkgesteld met willekeurig ontslag.

## HOOFDSTUK IX. - SECTORALE PROJECTEN 2003-2004

### Artikel 14. - Functieclassificatie

- § 1. In uitvoering van het nationaal akkoord 2001-2002 werd een paritaire classificatiecommissie opgericht met als prioritaire taken: de actualisering van de bestaande functieclassificatie, het opstellen van een procedure bij betwisting en het opstellen van een voorbeeldenlijst.
- § 2. Deze classificatiecommissie dient haar werkzaamheden af te ronden voor 31 december 2003, waarna de gemaakte afspraken zullen worden omgezet in een collectieve arbeidsovereenkomst inzake Functieclassificatie, en dit voor 30 juni 2004.

### Artikel 15. - Raad servicediensten

De ondertekenende partijen engageren zich ertoe een paritaire raad "servicediensten" op te richten die tot doel heeft een concrete oplossing inzake loopbaanvermindering, verplaatsingstijd en de standby-regeling voor de groep van de servicetechniekers in buitendienst.

Deze paritaire raad zal zijn werkzaamheden afronden tegen volgende data:

- inzake loopbaanvermindering tegen uiterlijk 31 december 2003
- inzake verplaatsingstijd tegen uiterlijk 30 april 2004
- inzake standby-regelingen tegen uiterlijk 31 oktober 2004.

Het resultaat van deze werkzaamheden zal worden omgezet in een specifieke collectieve arbeidsovereenkomst.

Indien één van de partijen vaststelt dat de werkzaamheden onvoldoende vorderen kan op eenvoudig verzoek van deze partij het Paritair Subcomité bij hoogdringendheid bij elkaar worden geroepen. De Voorzitter van het Paritair Subcomité dient een bemiddelingsrol op zich te nemen teneinde de werkzaamheden voort te zetten en tot een oplossing te komen binnen de vooropgestelde termijn.

Deze raad zal de vergelijkbare problemen voor de vrachtwagenchauffeurs onderzoeken.

### Artikel 16. - Werkzekerheid

Artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Werkzekerheid van 4 juli 2001 dient te worden aangepast in die zin dat moet worden opgenomen dat de procedure ook moet worden nageleefd indien er zich onvoorziene en onvoorziene economische en / of financiële omstandigheden voordoen.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Werkzekerheid van 4 juli 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

**Artikel 17. - Eindejaarspremie**

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Eindejaarspremie van 8 juli 1999 dient te worden aangepast op vlak van een meeruniforme toepassing van de begrippen 'referteperiode' en 'betreffende jaar'.

Bovendien dient ook de interpretatie gegeven op het Paritair Comité van 3 februari 2003 in de collectieve arbeidsovereenkomst te worden ingeschreven.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Eindejaarspremie van 8 juli 1999 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

**Artikel 18. - Vervoerkosten**

Vanaf 1 juli 2003 wordt Artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vervoerkosten van 8 juli 1999 als volgt gewijzigd: "Wanneer de arbeider zich verplaatst met om het even welk ander vervoermiddel dan deze voorzien in de hoofdstukken II tot en met V, heeft de arbeider recht op een dagvergoeding. Deze dagvergoeding wordt bekomen door de werkgeversbijdrage in het weekabonnement van de NMBS te delen door 5".

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vervoerkosten van 8 juli 1999 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

**Artikel 19. - Statuut van de vakbondsafvaardiging**

In artikel 13 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Statuut van de vakbondsafvaardigingen van 4 juli 2001, dient uitdrukkelijk te worden opgenomen dat zowel effectieve vakbondsafgevaardigden als plaatsvervangende vakbondsafgevaardigden beschermd zijn tegen ontslag.

**Artikel 20. - Gemengd Paritair Comité**

Voor 30 september 2003 dient een werkgroep inzake een gemengd Paritair Comité te worden opgericht teneinde mogelijkheden hieromtrent te onderzoeken.

**HOOFDSTUK X. - SOCIALE VREDE EN DUURTIJD AKKOORD**

**Artikel 21. - Sociale vrede**

Onderhavig akkoord verzekert de sociale vrede in de sector tijdens heel de duur van het akkoord. Bijgevolg zal geen enkele eis van algemene of collec-

4

tieve aard voorgelegd worden, noch op nationaal, noch op regionaal, noch op vlak van de individuele onderneming. Een hieraan verwant geschil zal voorafgaandelijk onderworpen worden aan de voorziene paritaire verzoeningsprocedures.

## **Artikel 22. - Duur**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor bepaalde duur, gaande van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004, tenzij anders bepaald.

De artikels die van toepassing zijn voor onbepaalde duur kunnen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend per aangezekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel en aan de ondertekenende organisaties.

De artikels die van toepassing zijn op het Sociaal fonds voor onbepaalde duur kunnen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend per aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel en aan de ondertekenende organisaties.

9

**Bijlage aan het sectoraal akkoord 2003-2004  
voor het Paritair Subcomité voor de metaalhandel  
van 14 mei 2003**

**PREMIES VLAAMSE GEWEST**

De ondertekenende partijen verkiaren dat de arbeiders ressorterend onder het Paritair Subcomité 149.04 en die inzake domicilie en tewerkstelling voldoen aan de omschrijving van het Vlaamse gewest gebruik kunnen maken van de aanmoedigingspremies van kracht in het Vlaamse gewest namelijk:

- zorgkrediet
- opleidingskrediet
- ondernemingen in moeilijkheden of herstructureringen

**Brussel, 14 mei 2003**